

L'Ajournement

vague de protestations a déferlé sur le pays et quand les membres du Conseil d'administration du Centre national de recherches ont refusé d'obéir au gouvernement qui leur enjoignait de réduire le PARI.

Bien que le gouvernement ait annoncé il y a plus d'un an sa participation au projet de station spatiale, nous ne savons toujours pas aujourd'hui d'où viendront les fonds pour financer ce programme. Nous savons que le Conseil national de recherches a été forcé de fournir 60 millions de dollars. Un journaliste du *Ottawa Citizen* a demandé l'automne dernier au ministre de fournir la liste exacte des sources d'où proviendront les fonds. Il a refusé de le faire pour éviter des problèmes inutiles à ses collègues d'autres ministères.

Nous avons eu une idée de certains de ces problèmes ces derniers jours. Nous savons que des fonds destinés au développement régional seraient réaffectés au programme spatial. Le Cabinet a ordonné au ministre de l'Expansion industrielle régionale de retirer une somme de 35 millions de dollars et une autre somme de 5 millions, soit 40 millions de dollars en tout, du fonds Laprade et du fonds du bas Saint-Laurent et de la Gaspésie pour financer notre participation au programme spatial.

[Français]

Mais il n'y a pas une «cenne», madame la Présidente, de cet argent-là qui va retourner dans les régions de la Mauricie et des Bois-Franc ou dans la Gaspésie, parce qu'il n'y a aucune capacité dans cette région. Il n'y a aucun centre de recherche. Il n'y a aucune capacité pour ces régions du pays de participer au programme spatial. Alors il y a des fonds qui ont été octroyés par le gouvernement pour le développement régional qui sont maintenant retirés par le gouvernement, secrètement et sans dire la vérité aux Canadiens.

• (1815)

[Traduction]

Je l'ai dit au ministre il y a quelques semaines et il a été surpris que nous ayons obtenu ce renseignement. Il se demandait comment nous l'avions obtenu. C'est un chercheur de la Bibliothèque du Parlement qui l'avait obtenu en téléphonant tout simplement au ministère de l'Expansion industrielle régionale. Le ministre s'est vraiment dépassé en répondant à une question que je lui ai posée il y a environ deux semaines. Je lui ai demandé encore une fois quand il pourrait nous donner des détails sur le financement du programme spatial. Il a répondu: «J'ignore si je pourrai jamais vous donner ce renseignement ni si je pourrai jamais connaître la réponse». Cela n'inspire-t-il pas confiance dans le gouvernement? On peut dire que les Canadiens peuvent dormir sur leurs deux oreilles sachant que le pays est en d'aussi bonnes mains!

Le gouvernement a déçu une fois de plus le professeur Polanyi il y a dix jours, lorsqu'il a annoncé sa stratégie scientifique et technologique. L'avenir est toujours incertain. J'ignore si vous avez vu cette déclaration d'intention, madame la Présidente. Elle est très élaborée. On dirait un napperon. Elle est jolie. Elle porte les armoiries des gouvernements provinciaux et territoriaux. Elle porte la signature des ministres, mais pas un sou de plus n'a été affecté à la recherche. J'ose espérer qu'un de ces jours, le gouvernement apprendra qu'il faut affecter plus de crédits à la recherche, au lieu de les réduire. Je signale au

ministre que nous ne pouvons pas résoudre les problèmes à coups de promesses.

M. Gordon Towers (secrétaire parlementaire du ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Madame le Président, comme d'habitude, le député s'est écarté de sa question initiale, ce qui est vraiment ennuyeux. Il a demandé pourquoi le gouvernement a amputé de 60 millions de dollars le budget du PARI, ce qui sape la position concurrentielle de l'industrie canadienne, et surtout des petites et moyennes entreprises. Le député n'a absolument pas traité de cette question, et c'est pourtant ce qu'il demandait.

Je suis heureux de lui répondre aujourd'hui car j'ai ainsi l'occasion de rétablir les faits à ce sujet. Tout d'abord, le gouvernement n'a jamais amputé de 60 millions de dollars le budget du programme d'aide à la recherche industrielle du CNR. Le député devrait savoir que le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie (M. Oberle) a donné personnellement l'assurance qu'en 1986-87, les subventions d'aide à la recherche industrielle ne seraient pas inférieures à celles des années précédentes.

Comme le député est mal informé au sujet de la politique fédérale en matière de sciences et de technologie, il ne m'en voudra pas de prendre un moment pour le mettre au courant. Tout d'abord, les initiatives prises par le gouvernement à l'égard du CNR s'inscrivent dans le cadre d'une politique logique. Dans le discours du trône, nous avons annoncé la mise en oeuvre d'importants projets visant à faire une place importante aux sciences et à la technologie dans la culture du Canada.

Si les choses avaient été normales à notre arrivée, il n'aurait pas été difficile d'atteindre ces objectifs. Au contraire, nous avons hérité d'une crise créée par le parti du député. Le déficit avait atteint un niveau intolérable après des années de dépenses irréflechies. Le budget fédéral des sciences et de la technologie consistait en un méli-mélo de programmes décousus, pour la plupart sans véritable objectif scientifique et appliqués sans la moindre logique. Autrement dit, nous n'avons pas pu agir aussi rapidement ou aussi librement que nous le souhaitions. Nous avons constaté notamment que le secteur des sciences et de la technologie relevant du gouvernement fédéral n'était guère florissant. Il n'y avait ni politique nationale ni priorités logiques dans ce domaine. Par conséquent, les efforts des organismes fédéraux et provinciaux, des universités et de l'industrie, faute de coordination, étaient souvent inefficaces. Le financement des organismes chargés d'accorder les subventions n'était pas certain, et de grosses sommes étaient consacrées à d'autres programmes ordinaires touchant diverses installations fédérales. Enfin, le crédit d'impôt à la recherche scientifique représentait un important manque à gagner pour le fisc et ce, sans grand résultat.

• (1820)

Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement a mené l'attaque sur quatre fronts différents. Premièrement, nous avons supprimé le crédit d'impôt à la recherche scientifique en le remplaçant par un crédit d'impôt remboursable visant à aider toutes les sociétés canadiennes, et notamment les petites entreprises qui démarrent. Deuxièmement, nous avons garanti aux organismes qui accordent des subventions une base de financement pour les cinq prochaines années. Grâce à cette